

BULLETIN PARLEMENTAIRE

L'honorable Claudette Tardif

Sénatrice de l'Alberta

Printemps 2006

Numéro 2



Chères amies, chers amis,

Déjà le printemps! Le sentiment de renouveau qu'il suscite en chacun de nous coïncide parfaitement avec l'avènement de ce 39^{ième} parlement. C'est dans cette foulée et avec enthousiasme que je vous présente la deuxième édition de mon bulletin parlementaire.

Les mois qui se sont écoulés depuis ma dernière communication ont été remplis d'événements et d'activités.

En septembre, lors d'une mission d'étude, le comité sénatorial permanent des langues officielles dont je suis membre, s'est rendu en Nouvelle-Écosse où nous avons eu la chance de rencontrer diverses communautés acadiennes et de discuter avec elles des réalités auxquelles sont confrontés les francophones vivant en milieu minoritaire. Peu de temps après, à titre de membre d'une délégation parlementaire en compagnie du président du Sénat, l'honorable Daniel Hays, je me suis rendue en Irlande et en Roumanie. Ce fut pour moi une expérience inestimable sur le plan de la politique étrangère.

De retour au pays, j'ai pris part à une multitude d'activités en Alberta, j'ai rencontré divers organismes et j'ai été appelée à prononcer de nombreux discours. À la Chambre du Sénat, j'ai déposé une motion visant à étudier les effets des déménagements de bureaux principaux fédéraux de régions bilingues vers des régions unilingues. J'ai également parrainé mon premier projet de loi, soit le projet de loi C-37, qui modifie la loi sur la télécommunication afin de permettre la création d'une liste d'exclusion nationale. Voilà ce dont il sera question dans ce bulletin parlementaire et beaucoup plus encore. Souhaitant vivement que son contenu saura susciter votre intérêt, je vous prie d'agrèer, chères amies, chers amis, l'expression de mes meilleures salutations.



Vous pouvez me joindre:

Sénat du Canada
Pièce 314, Édifice Victoria
Ottawa (Ontario)
K1A 0A4

☎ (613) 947-3589 ou 1-800-267-7362

☎ (613) 947-3609

✉ tardic@sen.parl.gc.ca
www.sen.parl.gc.ca/ctardif

Adjointe exécutive: Josée-Lyne Larose
Adjointe à la recherche: Chantal Terrien
Appui à l'administration et à la recherche: Rachelle Anctil
Adjoints à la recherche et à la rédaction:
Andy Grabia / Momar Diagne



Cérémonie de remise des médailles du centenaire

En tant que sénatrice, l'honorable Gary Mar, ministre du développement communautaire, m'avait offert de remettre 25 médailles à des personnes méritantes en Alberta. Par la création de la Médaille du centenaire de l'Alberta, le gouvernement albertain a tenu à rendre hommage à des citoyens exceptionnels.

J'ai eu le privilège de remettre, le 1^{er} octobre dernier, trois médailles à des membres du 15th (Edmonton) Service Battalion, Canadian Army, afin de souligner leur contribution à l'endroit de l'Alberta et du Canada et en guise de remerciement pour leurs années de service au sein des Forces armées et à leur concitoyens.

Le 15 octobre dernier, lors de l'Assemblée générale annuelle de l'Association canadienne-française de l'Alberta (ACFA), dans le cadre du Rond-Point annuel, j'ai eu le privilège de souligner la contribution de plusieurs personnes à l'essor de la communauté francophone de l'Alberta dans le cadre du centenaire de notre belle province.

En consultation avec l'ACFA, j'ai décidé de reconnaître les présidents et présidentes de nos associations provinciales francophones. Par leur dévouement, leur persévérance et leur ardeur au travail, ces personnes ont fait faire des avancées importantes pour les Franco-Albertains au niveau communautaire, provincial et fédéral et dans plusieurs domaines dont l'éducation, la culture, les communications, la jeunesse et la santé. Félicitations à tous et un grand merci!



Photo : Accompagnée de plusieurs des récipiendaires de la médaille du centenaire de la communauté francophone: Mme Nicole Buret, M. Paul Denis, Dr Denis Vincent, M. Denis Tardif, M. Guy Goyette, M. Zacharie Tardif, M. Léo Piquette, M. Ernest Chauvet, M. Corey Loranger, M. Hervé Durocher, M. Paul Blais, M. Paul Dumont, M. Laurent Godbout, M. François McMahon, M. Jean Johnson.

Absent : M. Georges Arès, Mme Suzanne Dalziel, M. Pierre C. Desrochers, M. John Moreau et Mme France Levasseur-Ouimet.



Délégation franco-albertaine à Ottawa

Le 22 novembre dernier, j'ai eu l'occasion de recevoir à Ottawa une délégation albertaine composée de représentants d'organismes francophones qui s'y étaient rendus dans le but de recevoir une formation intensive de trois jours, campée sous le thème « Élargissez vos connaissances ».

Plusieurs organismes nationaux dont la Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada (FCFA) et la Fédération de la jeunesse canadienne-française (FJCF) ont conjointement offert cette formation. Depuis deux ans déjà, la FJCF offrait à son réseau jeunesse, avec un immense succès, des séances intensives de formation. L'expérience qu'elle en a tirée a été des plus positives. Les employés sont plus impliqués et le taux de rétention du personnel dans les organismes a augmenté considérablement. Unissant leurs efforts suite à ces résultats probants, la FCFA du Canada et la Fédération de la jeunesse canadienne-française ont imaginé et mis sur pied cette séance de formation de trois jours.

Le dynamisme et la vitalité de cette délégation franco-albertaine m'a fait chaud au cœur et j'ai été tout à fait ravie de les accueillir au Parlement du Canada.



Photo (haut): Photo de groupe prise lors d'un déjeuner au restaurant Parlementaire avec des membres de la communauté francophone de l'Alberta, de l'Association canadienne-française de l'Alberta et de Mme Chantal Terrien, adjointe à la recherche dans mon bureau.



Souper-bénéfice pour l'initiative Ubuntu d'Edmonton

Le génocide au Rwanda de 1994 a fait près d'un million de morts. Cette catastrophe humaine a malheureusement bouleversé la société rwandaise pour encore longtemps.

Consciente que les Rwandais les plus vulnérables ont besoin d'aide pour se prendre en charge, Mme Nicole Pageau, une résidente d'Edmonton et ancienne directrice de l'Association canadienne-française de l'Alberta régionale d'Edmonton, a mis sur pied le projet d'Ubuntu Edmonton. Ubuntu signifie "humanité vers les autres." Dans les cultures africaines, les principes d'Ubuntu sont basés sur « la croyance dans une obligation universelle de partage reliant toute l'humanité. »

Cette initiative francophone est un geste de solidarité qui encourage les gens d'Edmonton à redonner espoir aux veuves et aux orphelins du drame de 1994. La population cible du projet est le Village des veuves de Kimironko; ces femmes ont trouvé refuge avec leurs enfants dans cette petite communauté et sont laissés à eux-mêmes. Je profite de cette occasion pour féliciter Mme Pageau, ainsi que tous les membres d'Ubuntu Edmonton et leur réitérer tout mon soutien.

Les actions d'aide humanitaire internationale d'Ubuntu Edmonton changent réellement le quotidien des personnes ciblées. Grâce au parrainage, des enfants pauvres ont pu assurer leur avenir en accédant à l'école. La survie économique du Village des veuves a été facilitée par la création de trois poulaillers et d'un atelier de couture. Ubuntu Edmonton a aussi mis en place le Centre Communautaire César qui doit comprendre une salle de consultation sur la santé ainsi qu'une banque alimentaire.

Cette initiative de Nicole Pageau a reçu un écho favorable auprès des gens d'Edmonton. J'ai pu m'en rendre compte lors du souper-bénéfice à laquelle j'ai été invitée en tant que conférencière. Je vous invite à continuer de soutenir Ubuntu Edmonton dans cette noble tâche qui aide des personnes meurtries à retrouver la joie de vivre dans le respect de la dignité à laquelle chaque être humain a droit.

Photo: Accompagnée de Mme Shoshana Pollack, directrice des ventes au Fantasyland Hotel, Mme Nicole Pageau, coordonnatrice d'Ubuntu Edmonton au Rwanda et de Mme Jeanne Ndatirwa, vice-présidente d'Ubuntu Edmonton.

Visites scolaires



Photo: Accompagnée à ma droite par Mlle Géromar Fils-Aimé et à ma gauche de M. Joshua Fibke, ainsi que du directeur de l'école Gabrielle-Roy M. Jean-Daniel Tremblay.

Ce fut un grand plaisir pour moi, le 9 novembre dernier, d'aller rendre visite aux élèves de l'école publique Gabrielle-Roy et de leur expliquer en quoi consistent mon rôle et mes fonctions en tant que sénatrice francophone de l'Alberta. Ils étaient une cinquantaine, de la cinquième jusqu'à la neuvième année, les questions qu'ils avaient pour moi étaient toutes aussi pertinentes les unes que les autres. J'ai été fascinée par le dynamisme et leur vif intérêt.

J'ai également eu la chance d'aller rendre visite aux élèves de la sixième année de l'école Ste-Jeanne-D'Arc le 3 février dernier.

En ma qualité d'ancienne enseignante et professeure, de parent et de citoyenne

canadienne, je crois qu'il est particulièrement important de sensibiliser nos jeunes au fonctionnement de nos institutions parlementaires et à la signification de la démocratie canadienne.

Je vois dans ce genre d'intervention publique, un moyen de susciter l'intérêt des jeunes au processus politique démocratique dont nous jouissons au Canada et de leur transmettre les valeurs et les croyances qui nous unissent en tant que peuple.



Photo: (de gauche à droite): accompagnée de Mlle Jasmine Laplante-Iversen, M. Jonathan Loewen, M. Maxime Chapados, moi-même, M. Jonathan Laberge, Mme Kathleen Stevens (enseignante), Mlle Melissa Coupal, Mlle Claire Plamondon et M. Anthony Carmona.



Sur l'invitation du président du Sénat, l'honorable Dan Hays, j'ai eu le privilège d'accompagner à titre de francophone, la délégation parlementaire qui se rendait en Irlande et en Roumanie du 7 au 14 octobre dernier.

En Irlande, nous avons rencontré de nombreux politiciens, notamment le président du Sénat, le président de la Chambre des représentants et plusieurs sénateurs. En plus d'avoir assisté à des audiences du Comité de la santé et à l'inauguration de la salle Canada au Glencree Centre for Reconciliation, nous avons visité quelques lieux historiques de l'Irlande tel que Glendalough, les Haras Nationaux irlandais ainsi que le Château de Dublin.

L'Irlande et le Canada entretiennent d'étroites relations, des affinités culturelles et des traditions politiques et démocratiques communes. La convergence des valeurs et des intérêts entre les deux pays a permis un renforcement de la relation ces dernières années, surtout en ce qui a trait à la gouvernance nationale et mondiale. Le dialogue et la coopération s'accroissent au chapitre du partage des « pratiques exemplaires » dans les domaines de l'aide au développement, de l'éducation, de la réforme parlementaire, des soins de santé et d'autres politiques sociales et économiques.

Arrivé en Roumanie, nous avons eu l'honneur de rencontrer le président de la Roumanie, le président du Sénat, le président de la Chambre des députés, le vice-premier ministre, le secrétaire d'État, le recteur de l'Académie des études économique de Bucarest et des étudiants du programme canadien de MBA en Roumanie.

Photo: À titre de membre d'une délégation parlementaire, serrant la main de M. Adrian Nastase, président de la Chambre des députés de la Roumanie.

Délégation parlementaire du Sénat en Irlande et en Roumanie

De même que pour l'Irlande, le Canada entretient d'excellentes relations bilatérales et des liens politiques étroits avec la Roumanie, qui est membre de la Francophonie et maintenant une alliée au sein de l'OTAN. Le Canada a été le premier membre de l'OTAN à ratifier l'accèsion de la Roumanie, démontrant ainsi concrètement sa volonté de longue date d'élargir l'Organisation. Au cours des prochains mois, le Canada travaillera en étroite collaboration avec la Roumanie qui sera l'hôte en septembre 2006 du prochain Sommet de la Francophonie, avec la participation de 52 pays. Sur le plan économique, le Canada a grandement contribué au développement du secteur énergétique de la Roumanie : les réacteurs canadiens CANDU produisent 10% de l'électricité du pays et un autre réacteur en fin de construction en produira autant. Le Canada est aussi un investisseur important en Roumanie.

Ce fut une expérience inoubliable pour moi tant sur le plan personnel que sur le plan de la politique étrangère.



Déménagement des sièges sociaux fédéraux

Le 20 octobre dernier, ma motion visant à étudier les effets des déménagements de bureaux principaux fédéraux de régions bilingues vers des régions unilingues a été déposée au Sénat. Le Sénat a accepté que le Comité sénatorial permanent des langues officielles étudie en profondeur la question des réinstallations de sièges sociaux d'institutions fédérales dans des régions unilingues et l'effet sur la capacité des employés à travailler dans la langue officielle de leur choix.

Dans ma motion, j'ai aussi demandé au comité d'étudier s'il y a des mesures qui peuvent être prises afin d'éviter que de tels déménagements nuisent à l'application de la *Loi sur les langues officielles*, plus particulièrement la partie V, qui régit les droits des employés à travailler dans la langue officielle de leur choix.

Cette initiative s'inscrit dans la foulée des

débats entourant le déménagement du siège social de la Commission canadienne du tourisme d'Ottawa à Vancouver. Dans le cas où d'autres réinstallations de sièges sociaux ou d'institutions fédérales se produiraient, « il faut s'assurer qu'il n'y ait pas d'effets négatifs sur la capacité des fonctionnaires réinstallés de travailler dans la langue officielle de leur choix. (...) Il est déjà difficile de déménager et de changer de vie. C'est encore plus difficile de se voir obligé à mener une vie professionnelle amputée de droits et dans notre langue seconde! »

J'espère que cette initiative facilitera tout déménagement d'institutions fédérales qui pourrait survenir et que le gouvernement fédéral s'assurera toujours du respect de la *Loi sur les langues officielles* et du respect des droits de ses employés en matière de langue de travail.

Malheureusement, cette initiative est morte au Feuilleton lorsque le Parlement a été dissout. Cependant, je peux vous assurer que je compte présenter à nouveau ma motion lors de cette session. Il est important, dans la foulée des débats concernant le déménagement de la Commission canadienne du tourisme à Vancouver, que le gouvernement établisse des lignes directrices et des règlements clairs en la matière.

Le texte intégral de mon discours est disponible sur mon site Web.



Avant la dissolution du 38^e parlement, j'ai eu le plaisir de parrainer mon premier projet de loi, *le projet de loi C-37*, qui modifie la *loi sur la télécommunication* afin de permettre la création d'une liste d'exclusion nationale.

Ce projet de loi, qui a reçu la sanction royale le 25 novembre dernier, accorde au Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) le pouvoir de mettre en place et d'administrer une liste nationale de numéros exclus pour aider à diminuer le nombre d'appels dérangeants de la part de télévendeurs. Cette loi augmente aussi les pénalités monétaires à l'endroit des télévendeurs qui ne respectent pas la loi et qui continuent d'appeler même si vous êtes inscrits à la liste nationale.

Ainsi, une fois la liste mise en place, vous pourrez vous adresser à un seul endroit afin de vous inscrire à cette liste. Avant que cette loi soit changée, si vous vouliez éviter de recevoir des appels de télévendeurs, vous deviez aviser chaque compagnie individuellement. Chaque compagnie devait avoir et mettre à jour sa propre liste de numéros de téléphone exclus.

« À bien des égards, les télécommunications non sollicitées ont fini par causer des désagréments et des embêtements à beaucoup de Canadiennes et de Canadiens. [...] Le besoin d'apporter des changements à la Loi sur les

PROJET DE LOI C-37

Loi modifiant la Loi sur les télécommunications



télécommunications a été constaté par le CRTC lui-même, ainsi que par l'Association canadienne du marketing. Le gouvernement a donc décidé qu'il était nécessaire d'intervenir, afin de régler les problèmes associés avec le régime actuel. »

Maintenant, il sera possible de s'inscrire, sans frais, à un seul endroit et les télévendeurs seront responsables de s'assurer qu'ils ont la version la plus récente de la liste nationale.

Même s'il y a des exemptions prévues, cette loi contribuera d'une façon concrète à

diminuer le nombre d'appels dérangeants que vous recevrez. J'étais heureuse de participer à cette initiative qui était largement appuyée par la population canadienne et qui répondait à un besoin concret tant de la population canadienne que de l'industrie du télémarketing.

Pour plus d'informations, vous pouvez consulter le site web du CRTC http://www.crtc.gc.ca/frn/INFO_SHT/1022.htm ou le site web de l'Association canadienne du marketing <http://www.the-cma.org/>. L'intégralité de mon discours à ce sujet est disponible sur mon site web.

Congrès 2006 des enseignants et enseignantes du Centre-Nord de l'Alberta

Le 10 février, j'ai eu l'honneur de m'adresser aux éducateurs du Cercle locale francophone au Congrès de l'Association des enseignants du Centre-Nord de l'Alberta et de leur parler de connaissances et d'engagement civiques, ainsi que de la transmission des valeurs canadiennes. J'ai traité plus précisément du rôle important de l'enseignant dans la propagation de ces valeurs et activités auprès des jeunes canadiens. Les écoles du pays accomplissent un travail formidable. L'Alberta modifie son programme éducatif et crée des guides de l'autodidacte pour améliorer l'éducation civique. Nous devons poursuivre ce travail afin que les générations futures participent activement à la vie communautaire et démocratique.

Le Canada est devenu un pays diversifié, juste et prospère grâce aux idéaux et aux pratiques de ses citoyens. Notre prospérité future, en fait notre survie même comme nation, dépend des valeurs qui ont façonné notre identité commune et tissé notre communauté. Depuis quelques années, nous observons un déclin soudain et inquiétant de ces valeurs de responsabilité et d'engagement civiques qui interviennent dans l'exercice fondamental de la démocratie participative – le vote. En tant que politiciens, enseignants, parents et citoyens, nous avons la responsabilité de faire comprendre aux jeunes de ce pays que leur bien-être, leur stabilité, leur sécurité et leur liberté futurs ne pourront être garantis que s'ils participent activement au processus démocratique.

Nous devons également continuer de transmettre aux jeunes de notre pays notre foi inébranlable et passionnée dans le multiculturalisme, le

bilinguisme, le devoir social, la tolérance, la pluralité des opinions, autant de valeurs enchâssées dans la Charte des droits et libertés. Nous devons le faire parce que ce sont ces valeurs, parmi d'autres, qui nous définissent comme pays, nation et peuple. Ce sont ces valeurs qui nous définissent comme... Canadiens. Elles nous aident à façonner une culture et une histoire communes. Elles nous permettent de recueillir un consensus par le dialogue plutôt que par les armes. Elles nous permettent de bâtir un capital social et de promouvoir l'esprit communautaire, la fierté de ce que nous avons accompli et la certitude que nous pouvons continuer à aller de l'avant. Dans leur ensemble, ces valeurs ont déclenché une réaction à la chaîne qui a donné naissance à une grande histoire appelée le Canada et je souhaite que cette histoire se poursuive.

Le Canada fonctionne depuis maintenant près de 139 ans. Nous devons sans cesse enseigner à nos enfants que ce pays peut encore fonctionner et qu'il vaut la peine de mieux connaître, construire et défendre cette grande nation unie par ses différences, ce pays qui se définit, paradoxalement, par son individualité collective.

Le texte complet de cette allocution se trouve sur mon site Web.



Rapport sur l'eau dans l'Ouest : Une source d'inquiétude

Quatrième rapport provisoire du Comité sénatorial permanent
de l'énergie, de l'environnement et des ressources naturelles



À la reprise des travaux du Sénat à l'automne, j'ai été nommée au Comité sénatorial permanent de l'énergie, de l'environnement et des ressources naturelles. Ce comité a pour mandat d'examiner les projets de loi ainsi que toute autre affaire concernant l'énergie, l'environnement et les ressources naturelles en général, y compris: les mines, les ressources naturelles autres que les pêches et les forêts; les oléoducs, les lignes de transmission et le transport de l'énergie et l'environnement. Les travaux de ce comité sont particulièrement pertinents et intéressants pour moi, à titre de sénatrice de l'Alberta.

Dans le cadre de ses travaux, le Comité sénatorial permanent de l'énergie, de l'environnement et des ressources naturelles a publié le 24 novembre 2005 un rapport intitulé *L'eau dans l'Ouest : Une source d'inquiétude*. Ce rapport porte plus particulièrement sur les menaces qui pèsent sur l'approvisionnement en eau au Canada, particulièrement dans les provinces de l'Ouest. Mes collègues et moi avons été surpris d'apprendre, tant des chercheurs que des fonctionnaires gouvernementaux, qu'il y a des lacunes et une insuffisance de données sur l'eau. De plus, mes collègues et moi avons entendu des scientifiques affirmer que « l'Alberta est la région qui suscitait le plus d'inquiétude

parce qu'en plus d'être une des parties extrêmement arides du pays, son développement est très rapide ».

Le rapport du Comité est le fruit de 16 réunions tenues de novembre 2004 à novembre 2005 avec des ministres fédéraux, des fonctionnaires, des scientifiques, des spécialistes, des universitaires et d'autres experts dans le domaine.

Dans son rapport, le Comité présente cinq recommandations portant sur diverses questions primordiales liées à l'eau qui nécessitent l'attention du gouvernement fédéral. Selon nous, le gouvernement fédéral devrait se doter d'une politique afin de protéger les sources d'eau du pays des pressions démographiques, économiques et commerciales.

Étant donné l'importance économique des ressources naturelles pour l'Alberta en particulier, je suis heureuse de poursuivre mon travail au sein du Comité lors du nouveau Parlement.

Le rapport est accessible à l'adresse suivante :
www.senate-senat.ca/EENR-EERN.asp

Stratégie relative à la porte d'entrée du Pacifique - Un atout pour l'Alberta

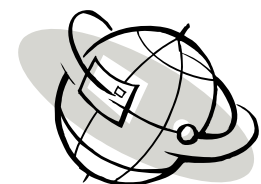
Le Canada est une nation commerçante. En fait, parmi les pays du G7, c'est celui qui dépend le plus du commerce. Sa prospérité repose donc sur ses capacités d'importation et d'exportation. Afin d'optimiser le déplacement de biens, de services et de gens à l'intérieur et à l'extérieur du pays, le Canada doit créer un corridor commercial sûr et direct vers les marchés émergents et les nouvelles portes d'entrée. La région de l'Asie-Pacifique est l'une d'elles, avec des pays comme la Corée et l'Inde. L'économie continue d'y croître, et la structure des échanges s'y modifie constamment pour répondre à la demande. En tant que pays situé à proximité de ces marchés émergents, jouissant d'un avantage de navigation de deux jours sur les autres pays occidentaux, le Canada a une chance unique. Si le gouvernement fédéral élabore et applique une stratégie relative à la porte d'entrée du Pacifique pour maximiser sa capacité de négocier sur ces marchés de façon sûre,

rapide et efficace, il peut, en collaboration avec les gouvernements provinciaux de l'Ouest, établir des relations solides et assurer la prospérité future de tous les Canadiens.

Plus particulièrement, cette stratégie sera un atout pour l'Alberta. En novembre, le président et directeur général du port de Vancouver déclarait que ce dernier était aussi le port de l'Alberta. De toutes les exportations du port, 24 % proviennent de l'Alberta, dont 87 % des exportations étrangères totales de vrac liquides (produits pétroliers et chimiques). Une telle stratégie, particulièrement si elle modernise aussi l'infrastructure de transport dans le nord de la Colombie-Britannique, facilitera la conquête des marchés mondiaux pour les entreprises d'Edmonton, de Calgary, de Red Deer, de Grande Prairie et de Fort McMurray. Il est aussi probable que des investissements pour améliorer l'infrastructure de transport dans la province découleront de la stratégie;

par exemple, l'amélioration du transport par chemin de fer et par camion dans les Rocheuses.

Si le Canada souhaite demeurer un chef de file mondial et une nation prospère, il faut établir et appliquer une stratégie relative à la porte d'entrée du Pacifique. J'invite tous les Albertains, et tous les Canadiens, à s'informer davantage sur cette question essentielle et à la défendre auprès de leurs élus provinciaux et fédéraux.



Comité sénatorial permanent des langues officielles en Nouvelle-Écosse

Du 18 septembre au 23 septembre dernier, les membres du Comité sénatorial permanent des langues officielles se sont déplacés vers la Nouvelle-Écosse en mission d'étude. Ce voyage en Nouvelle-Écosse était une suite au récent rapport du comité sur l'éducation en milieu minoritaire francophone, intitulé *L'éducation en milieu minoritaire francophone : un continuum de la petite enfance au postsecondaire*.

Toutefois, lors de ce voyage, le comité a élargi ses champs d'intérêts en se penchant également sur des questions autres que l'éducation, notamment les médias, l'économie et la culture, dans le but de pouvoir dresser un portrait plus clair de la réalité quotidienne des francophones vivant en milieu minoritaire au Canada.

Mes collègues et moi avons eu le privilège de rencontrer des intervenants de la communauté acadienne et francophone de la Nouvelle-Écosse, ainsi que des intervenants gouvernementaux de la province, dont le ministre des Affaires acadiennes, l'honorable Chris d'Entremont.

Nous avons visité les communautés d'Argyle (comté de Yarmouth), de Clare (comté de Digby), L'Isle Madame (comté de Richmond), Chéticamp et Saint-Joseph-du-Moine (comté d'Inverness) au Cap-Breton ainsi que Halifax. Nous avons rencontré au-delà d'une trentaine de représentants d'organismes, gouvernementaux et non gouvernementaux francophones des diverses régions de la Nouvelle-Écosse.

Lors de ses rencontres, le comité a constaté que les communautés acadiennes et francophones de la Nouvelle-Écosse étaient géographiquement éparpillées à travers de la province, ce qui rend difficile la concertation communautaire. Or, malgré le nombre relativement petit de francophones en Nouvelle-Écosse et son éparpillement géographique, il y a un niveau élevé d'intérêt et d'engagement pour promouvoir le français en Nouvelle-Écosse.

Le comité continue à travailler à l'ébauche d'un rapport et entend déposer son rapport d'étude au cours de la première session du nouveau parlement.



Photo (de gauche à droite): L'hon. sénateur Eymard Corbin; L'hon. sénateur John Buchanan; l'hon. sénatrice Maria Chaput; moi-même; Mme Andrée Tremblay, chercheuse des langues officielles; L'hon. sénateur Gerald Comeau; M. Brice Graham, soutien de logistique du Sénat; Mme Maryse Durette, communications du Sénat; Mme Dagmar Raphjem, soutien de logistiques du Sénat; Mme Gaëtane Lemay, greffière du comité des langues officielles; et M. Gérald Finn, Commissaire aux langues officielles.



Je suis heureuse d'accueillir à temps partiel à mon bureau Mlle Rachelle Anctil, étudiante à l'université d'Ottawa en Développement international et mondialisation et en Sciences politiques. Elle est native de Jean-Côté, région de Rivière-La-Paix en Alberta.

Prenez compte de mon nouveau site web si vous voulez en connaître davantage au sujet du Sénat et de mon implication.

www.sen.parl.gc.ca/ctardif

N'hésitez pas à communiquer avec mon bureau si vous avez des questions ou des commentaires.

Sous les pas d'une sénatrice *Following the footsteps of a senator*



Edmonton — 17/09/2005

Accompagnée de l'honorable premier ministre Ralph Klein, tous les deux récipiendaires de l'Ordre de la Pléiade, décerné par l'Assemblée parlementaire de la Francophonie.

With the Honorable Premier Ralph Klein, fellow recipient of l'Ordre de la Pléiade awarded by the Assemblée parlementaire de la Francophonie.

Calgary — 22/10/2005

Conférencière d'honneur à la conférence annuelle de l'organisme « Canadian Parents for French » de l'Alberta, accompagnée de Dr Bob O'Reilly, président de l'organisation régionale de l'Alberta de Canadian Parents for French.

Keynote speaker at the Canadian Parents for French of Alberta annual conference. I am accompanied by Dr. Bob O'Reilly, President of Canadian Parents for French of Alberta.



Edmonton — 9/11/2005

Achèvement du projet de recherche du Centre folklorique ukrainien sur la culture locale et la diversité des prairies canadiennes, University of Alberta. Accompagnée à ma gauche du professeur Dr Frank McMahon, Mme Teresa Warencycia, M. Rahim Jaffer, moi-même, Doyen Marc Arnal, Mme Nadya Foty et Dr Andriy Nahachewsky directeur du Ukrainian Folklore Centre de la University of Alberta.

On the occasion of the completion of the Local Culture and Diversity on the Prairies Research Project, University of Alberta. From left to right: Dr. Frank McMahon, Ms. Teresa Warencycia, Mr. Rahim Jaffer, myself, Dean Marc Arnal, Ms. Nadya Forty and Dr. Andriy Nahachewsky, Director of the Ukrainian Folklore Centre, University of Alberta.





Red Deer — 18/ 11/2005

Tribute evening in my honour organized by l'Association canadienne française de l'Alberta régionale de Red Deer in connection with the Festival de la chanson française. I am accompanied by Minister Lyle Oberg and Mrs. Monique Auguste, President of l'Association canadienne-française de l'Alberta, régionale de Red Deer.

Soirée hommage en mon honneur organisée par l'Association canadienne-française de l'Alberta régionale de Red Deer, dans le cadre du Festival de la chanson française. Accompagnée du ministre Lyle Oberg et de Mme Monique Auguste, présidente de l'ACFA régionale de Red Deer.

Edmonton — 11/12/2005

Christmas party at the Youth Emergency Shelter in Edmonton. I am accompanied by Santa Claus, Mr. Rahim Jaffer, member of parliament Edmonton-Strathcona and members of the 15th (Edmonton) Service Battalion, Canadian Army.

*Fête de Noël au « Youth Emergency Shelter » d'Edmonton.
Accompagnée du Père Noël, M. Rahim Jaffer, député parlementaire pour Edmonton-Strathcona et des membres du 15th (Edmonton) Service Battalion, Canadian Army.*



Edmonton — 31 /01 /2006

Official Launch of the International Conference "Building World Peace: The Role of Religions and Human Rights", organized by the John Humphrey Centre to be held in October 2006. Accompanied by Mrs. Louise De Pape, director of the conference, the Honorable Douglas Roche, conference chair and on my left, Mr. Gurcharan Singh Bhatia, former citizenship judge.

Lancement de la conférence internationale "Building World Peace: The Role of Religions and Human Rights", organisée par le John Humphrey Centre et qui aura lieu en octobre 2006. Accompagnée à ma droite de Mme Louise de Pape (directrice de la conférence), de l'Hon. Douglas Roche (président de la conférence) et à ma gauche l'ancien juge de la Citoyenneté, M. Gurcharan Singh Bhatia.



Ottawa — 14 /02 /2006

Panel moderator for the Forum on Woman Activism and Constitutional and Democratic Reform. Accompanied by Mrs. Janet Buckmaster, Coordinator of the One Woman One Vote initiative for YWCA Edmonton and Mrs. Josephine Pallard, Executive Director of Changing Together: A Centre for Immigrant Women, located in Edmonton.

*Présidente de session lors du « Forum sur l'activisme des femmes dans la réforme constitutionnelle et démocratique »
Accompagnée à ma droite de Mme Janet Buckmaster, coordonnatrice de l'initiative du YWCA d'Edmonton : One Woman One Vote et à ma gauche de Mme Josephine Pellard, directrice exécutive du centre pour les femmes immigrantes Changing Together d'Edmonton.*

